

Grand oral : le ministère encore moins préparé que les enseignant·e·s et les élèves !

Depuis des mois le constat est largement partagé (depuis les syndicats jusqu'aux associations représentantes des différentes disciplines du lycée) sur l'impossibilité de tenir le Grand Oral et la nécessité de le supprimer cette année. Mais le ministre s'acharne et veut passer en force pour sauver, symboliquement, sa réforme.

Nous constatons qu'à trois jours ouvrés d'une épreuve qui commence le lundi 21 avril la plupart des collègues n'ont pas reçu leurs convocations et ne peuvent donc ni s'organiser ni se préparer. Épreuve pour laquelle, par ailleurs, aucune réunion de concertation n'a été organisée pour élaborer des critères d'évaluation clairs, tant au niveau des disciplines de spécialité qu'entre ces disciplines.

De plus, en maintenant cette épreuve, le ministère entérine la rupture manifeste d'égalité face à la préparation de cet examen. En effet, les conditions de préparation de l'examen furent très variables selon les établissements (demi-jauge, enseignement à distance).

Enfin, nous constatons que les collègues reçoivent des consignes très différentes selon les académies et les disciplines concernant l'évaluation du Grand Oral. Dans un contexte où, dans notre académie, aucune réunion de concertation n'a été organisée pour harmoniser cette évaluation. La mise en œuvre du Grand Oral, totem du bac Blanquer, montre ainsi à quel point le bac perd son caractère national avec cette réforme.

Dans ces conditions nous appelons l'ensemble des collègues (des lycées et collèges puisque tou·te·s les collègues du second degré peuvent être mobilisé·e·s) à se réunir en **assemblée générale le lundi 21 juin à 18h, sur les marches du Corum au bout de l'Esplanade**, afin de faire un bilan de la première journée du Grand Oral et de discuter d'actions, y compris la grève, pour dénoncer les conditions dans lesquelles se déroulent les épreuves du bac 2021.

Pour information, les correcteurs et correctrices du bac philo réuni·e·s en assemblée générale académique ont décidé de refuser d'utiliser le logiciel Santorin pour la correction dématérialisée des copies.

Les enseignant·e·s présent·e·s lors du rassemblement du 16 juin 2021 devant le rectorat.